

Compte-rendu de la CAPL 2 du 19 juillet 2012 (Catégorie)

Mouvement local filière fiscale

Cette CAPL étudiait l'affectation au mouvement du 1er septembre 2012 des agents de catégorie B de la Filière Gestion Fiscale (cf /déclaration liminaire)

Affectation des agents mutés dans le 95 au 1er septembre 2012

> Argenteuil

La Direction a affecté un contrôleur au SIP Argenteuil Ville et un autre à la cellule CSP.

Les règles de gestion n'ont pas été respectées puisque ces deux agents ont demandé le CDI d'Argenteuil Extérieur et la cellule CSP et ne l'ont pas obtenu alors qu'un poste était vacant dans chaque structure.

La CGT a dénoncé l'utilisation de la fiche 3 au détriment des vœux des agents qui n'ont pas à subir la pénurie des emplois et demande à la direction de respecter les règles de gestion et de prendre ses responsabilités.

La Direction accepte la demande des OS.

> Cergy

Une erreur a été relevée : un contrôleur a obtenu Cergy FIPRO en national et est en surnombre en local, ce qui n'est pas possible si les règles de gestion étaient respectées. L'agent concerné devra donc refaire une fiche de vœux pour obtenir un poste fixe au prochain mouvement.

Deux contrôleurs ont été affectés à la cellule CSP dont un sera détaché à la Direction au contrôle fiscal.

> Ermont

La CGT a, comme chaque année, dénoncé les détachements de deux collègues du CDI Est à la BCPR, ce qui a pour conséquence de « permaniser » des EDRA sur des postes fixes.

Une situation semblable s'est produite au CDIF Plaine de France où un EDRA sera mobilisé toute l'année pour pallier le manque d'effectifs.

> Garges

A l'issue du mouvement, 6 postes demeurent vacants sur les SIE et un en FI.

La CGT s'inquiète de la situation précaire à la FI où il reste qu'un seul agent A, un agent C et réitère sa question sur le manque chronique d'effectifs sur ce site.

> St Leu

Un contrôleur venant de la division du contrôle fiscal a été affecté en surnombre au pôle CE.

Détail du vote pour l'approbation des mouvements :

La CGT : Contre

Le SNUI : Contre

FO : Abstention

La CGT a demandé que soit abordée le sujet de l'agression ayant eu lieu à la trésorerie de Sarcelles. Nous sommes scandalisés que la Direction ne nous ait pas tenus au courant de ces faits graves.

Les faits sont les suivants :

Le mardi 17 juillet, l'agente du guichet et le caissier de la Trésorerie de Sarcelles ont fait l'objet d'une agression caractérisée. Un individu, très excité, a menacé l'adjoint avec une arme blanche au travers du guichet blindé. Réussissant à garder leur sang froid, ils ont alerté l'encadrement et la police prévenue l'a rapidement interpellé et conduit au poste de police. Fort heureusement, il n'y a pas eu de blessé ni coté agent du poste, pas plus du coté des personnes présentes au guichet. La chef de poste, l'adjoint et un agent sont allés porter plainte hier. L'individu passe au Tribunal de Pontoise cette après midi, en comparution immédiate. Sur ces différents points, la direction départementale a été présente : proposition de départ anticipé pour les agents concernés, appel du docteur Barret ,médecin de prévention,différentes propositions concernant un éventuel soutien psychologique, de présence de l'avocat à la parution immédiate etc..... La CGT a exigé à de nombreuses reprises l'installation de vitres blindées dans tous les lieux d'accueil des Finances Publiques (Cergy, Argenteuil etc..). La direction s'y oppose, on constate pourtant, que cela peut être une question de vie ou de mort pour les agents. C'est en ce sens notamment que les représentants du personnel de la CGT Finances Publiques du Val d'Oise interviendront.

La Direction locale n'a pas contacté les représentants des organisations syndicales pour les informer de cette agression. La DG est pourtant parfaitement au courant de la situation. Nous n'avons décidément pas la même idée du dialogue social. La direction souhaitait peut être étouffer l'affaire ? La CGT Finances Publiques du Val d'Oise tient à assurer de tout son soutien et de sa solidarité active avec les agents de la Trésorerie de Sarcelles.

A nos propos, la Direction ne trouve rien à dire de mieux qu'elle n'estimait pas nécessaire de nous tenir au courant d'un fait qui n'avait pas mis les agents en danger Grâce à qui?.... Aux vitres blindées bien sûr! Nous ne lâchons pas, les élus CHS-CT de la CGT prennent le relais.

Vos élus Cap B : Mesdames Hennequin Maryvonne, Sablier Alcaloïde Rachèle et Cécile Hereus

En qualité d'experts : Monsieur Son-Lam Pham et Madame Myriam Lebkiri